

RÉPUBLIQUE SOUVERAINE

LA RAISON DU PEUPLE

Lettre d'avril, mai, juin 2023



RÉFORMES SOCIALES DU GOUVERNEMENT : L'IMPASSE NÉOLIBÉRALE

Roger Gewello

« De nos jours, cet affaiblissement de l'ordre juridique est un corollaire de la gouvernance par les nombres, qui porte à soumettre le Droit à des calculs d'utilité, là où le libéralisme classique soumettait les calculs d'utilité à l'empire du Droit. Une fois assimilé à un produit en compétition sur le marché des normes, le Droit se métamorphose en pure technique, évaluée à l'aune de l'efficacité, à l'exclusion de toute considération de justice (1). »

L'actualité en matière de droit du travail et, plus généralement de droit social, résonne terriblement à ces mots d'Alain Supiot. La mascarade juridique autour de la réforme de l'assurance vieillesse en a donné une vision particulièrement nette. Le texte sera imposé par la minorité présidentielle, contre la majorité des députés à l'Assemblée nationale, contre l'intersyndicale unanime et contre le peuple lui-même.

Cette victoire à la Pyrrhus sera obtenue à grand renforts d'artifices procéduraux et de plans de communication qui ne dupent plus personne. Et comme le

prévoyait Supiot, c'est au nom d'un imaginaire de la « techno-science-économie » que cette réforme a été imposée par la force, physique et juridique, à l'ensemble de la population française. Le Droit, comme les Hommes, doit donc se plier à la décision des experts autoproclamés appliquant les calculs prétendument savants de la théologie néolibérale.

Liturgie néolibérale

On retrouvera ce même mécanisme quelques semaines plus tard, pour l'adoption d'une idée chère à l'exécutif : la présomption de démission en cas d'abandon de poste. Jusqu'à récemment, l'employeur pouvait

licencier pour faute un salarié qui ne se présentait pas sur son poste de travail malgré une mise en demeure valablement délivrée. Chaque partie au contrat de travail pouvait ainsi se libérer de ses obligations contractuelles à moindres frais : l'employeur ne versait pas d'indemnités de licenciement et le salarié pouvait toucher l'assurance chômage. Mais cela n'était pas conforme à un sophisme bien établi dans la liturgie néolibérale et que l'on peut formuler en ces termes : si les chômeurs ne travaillent pas c'est que les conditions d'accès à l'assurance chômage leur sont trop favorables.

Peu importe que cette idée ait été

mille fois invalidée (2), la transformation en droit positif de ces préceptes doit se faire quitte à ridiculiser les services du ministère du travail. C'est ce qui est arrivé en ce printemps 2023. Alors que le ministre du travail publiait un arrêté d'application de cette loi, des organisations syndicales de salariés, mais aussi d'employeurs, ont attaqué non seulement l'arrêté en question mais encore le « question-réponse » du ministère du travail qui voulait interdire aux employeurs de recourir au licenciement pour faute en cas d'abandon de poste. Ce « question-réponse » a été retiré, de façon pathétique, du site internet du ministère le 5 juin 2023 au motif qu'il « ne permettait pas en l'état, contrairement au but poursuivi, d'éclaircir les modalités d'application du nouveau cadre juridique. »

Des choses qui ne se font pas

Profondément meurtris par des siècles d'oppression et de guerre de religion, les penseurs du libéralisme classique ont entendu protéger les individus de l'arbitraire en garantissant la liberté de chacun, dans ses relations à l'autre, par un cadre juridique protecteur fourni par l'État, limitant le rôle de ce dernier à cette fonction. Lorsque le Droit ne

remplit plus cette dernière mais qu'il est utilisé comme un outil au service d'une théologie, nous nous trouvons dans un système qui relève plus du droit Canon ou de la Charia que d'un cadre républicain. C'est au final en prétendant à

une neutralité axiologique (posture méthodologique permettant au chercheur de s'extraire de ses propres préjugés pour mener à bien ses travaux) que sont philosophiquement justifiés ces torsions juridiques. Or, le philosophe Jean-Claude Michéa (3)



estime que cette position est intenable car le Droit s'inscrit dans un système de valeurs plus large, introduit par George Orwell sous la dénomination de Common decency (décence des gens ordinaires) et que l'on pourrait résumer en ces termes : « Il y a des choses qui ne se font pas (même si aucune règle de droit ne les interdit) et des choses qui se font (même si aucun texte n'y oblige). » C'est le cas par exemple lorsque l'on cède sa place à une personne âgée dans les transports ou que l'on s'abstient de fumer en présence d'une femme enceinte.

Les juristes ont d'ailleurs parfois recours à ce type de « bon sens. » C'est par exemple le cas lorsqu'ils dégagent des « principes généraux du droit » qui ne sont pourtant inscrits nul part ou qu'ils recherchent « l'esprit » d'une loi au-delà de la lettre du texte. Plus précisément en matière de droit du travail, la notion d'« usages », c'est-à-dire de règles issues d'une pratique inscrite dans le temps sans transcription formelle, relève également de cette catégorie des normes non écrites.

Légalité et légitimité

En matière de législation sociale, le gouvernement d'Elisabeth

Borne se trouve à l'exact opposé de ces principes de décence et fait des choses qui ne se font pas pour une large part des Français. Or, aucune société ne peut fonctionner uniquement sur les normes écrites, encore moins quand ces dernières s'établissent en contradiction avec la décence des gens ordinaires. Tout l'appareil juridique des privilèges de l'ancien régime s'est effondré en une seule nuit d'août 1789, le régime de Vichy n'a jamais été la France qui avait son pôle de légitimité à Londres et dans les réseaux de résistance. Le traité de Lisbonne ne sera jamais considéré comme ayant une légitimité équivalente au référendum de 2005. C'est finalement sur ce point que nous pourrions conclure qu'aucune légalité ne saurait prospérer sans légitimité car le ressentiment légitime du nombre trouvera, d'une façon ou d'une autre, un chemin d'expression, pacifique ou violent.

Notes

- 1 - Alain Supiot, Le travail n'est pas une marchandise, 2019
- 2 - Par exemple, au premier trimestre 2023, il y en France 350 000 emplois vacants pour plus de 3 millions de chômeurs. Si tous les emplois vacants étaient pourvus, il resterait donc 2,6 millions de chômeurs.
- 3 - Michéa, J.-C., L'empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale, Flammarion, 2021

EN BREF

Démocratie

« L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement « une politique », au sens le plus large du mot, nationale et internationale. »
Pierre Mendès-France.



Laïcité

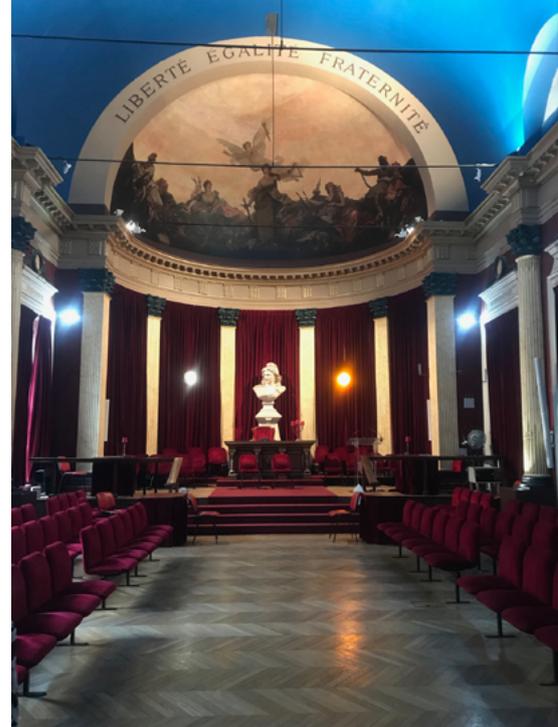
LE FRÉRISME

Vendredi 16 juin, Florence Bergeaud-Blackler faisait une conférence au Grand Orient de France rue Cadet. Environ 150 personnes ont écouté sa présentation, tous acquis à son discours qui a repris les éléments essentiels de son dernier livre : « Le frérisme et ses réseaux, l'enquête » aux éditions Odile Jacob.

Rappelons que Madame Bergeaud-Blackler s'exprimait en tant qu'anthropologue, chargée de recherche au CNRS. Il est bien-sûr indispensable de lire son livre et on se bornera ici à en souligner quelques points essentiels. En tant que mouvement islamiste issu de l'internationalisation des Frères musulmans, le frérisme est un projet global de rétablissement du califat. Il est organisé, méthodique et tend à se fondre dans les institutions existantes des pays non-musulmans pour les dénaturer. Il s'appuie sur le tissu associatif, a un mode précis de recrutement et semble d'autant plus difficile à combattre qu'il ne se présente pas comme un parti et prend l'apparence de la modernité. On le retrouve en particulier dans les domaines de l'éducation, du social, de l'économie (marché du halal) et même dans le «féminisme islamique ». Son influence

se base sur le « soft-power » dont un des relais actifs est l'UE. Il bénéficie en France de complicités actives d'une partie de la gauche ...et de la droite.

Après la conférence, une série de questions émanant du public est venue conclure l'événement. Il faut noter l'implication de nombreux enseignants de Seine-St-Denis (93) dont la pratique professionnelle paraît se heurter quotidiennement au défaut de laïcité dans l'Éducation Nationale. Le discours de clôture d'un représentant du GODF a été assez alarmiste en pointant qu'en France la liberté d'expression est menacée (une précédente conférence de Madame Bergeaud-Blackler à la Sorbonne avait effectivement été annulée à la suite d'intimidations...) et qu'en Europe certains pays, tel la Belgique, sont déjà complètement gangrénés par le frérisme.



Il en a appelé à un sursaut laïque auquel République Souveraine prendra toute sa part. Il était cependant réconfortant de voir sur la vitrine du GODF - et nous rappelant à quoi peut mener une théocratie obscurantiste - une grande photo de Mahsa Amini, une jeune femme récemment torturée et tuée dans un commissariat de Téhéran pour avoir laissé échapper une mèche de cheveux...même s'il s'agit ici d'un islamisme fondamentaliste d'une autre nature.

Florence Bergeaud-Blackler sera à Nîmes le 23 septembre pour « Les rencontres de la souveraineté » organisées conjointement par République Souveraine et Osez la France. **Venez nombreux !**

Militer

INVESTIR L'ESPACE POLITIQUE LOCAL

La question, de l'ancrage, et de position des militants locaux sur le terrain est primordiale pour installer RS dans le paysage politique.

Si les instances nationales forment la colonne vertébrale de République Souveraine, les militants de terrain et en particulier les responsables locaux et régionaux installent le mouvement dans les territoires et le font vivre dans cette France périphérique dont la conquête est l'un des buts principaux de République Souveraine. Le militantisme de terrain est clairement notre futur. C'est d'autant plus important que l'accès traditionnel des partis politiques envers la population – les médias – nous sont clairement fermés. Lors de la dernière élection présidentielle, notre mouvement a durement pâti de cette indifférence dans notre égard, tant la stabilité de l'élection avec le triptyque Le Pen-Macron-Mélenchon était dans tous les esprits. République Souveraine ne pourra donc se ré-

aliser que par ses militants. C'est pour cela qu'il est nécessaire que la stratégie et les forces vives du mouvement soient entièrement tournées vers les militants de terrain. Tout doit être fait que le local acquiert davantage d'initiative, de force, mais aussi une plus grande autonomie sur les enjeux locaux qui traversent les territoires.

L'importance de l'implantation locale

La plupart des sujets liés au local sont abordés durant les élections locales (municipales, cantonales, régionales), mais le reste du temps - hormis pour les militants politiques et les associations - les sujets locaux ne sont pas aussi visibles. Pourtant c'est dans le local que la politique au gouvernement et les tensions de la société se matérialisent le plus : licenciements massifs dans des entreprises passées à des investisseurs étrangers, difficulté des petits patrons et de la petite industrie, déserts médicaux, hôpitaux en crise, désertification des marchés face à la grande distribution, fermeture des postes, des

centres des impôts, mais aussi communautarisation de la société et fracturation de l'espace publique.

Un journal local

La création d'un journal local permet donc de suivre ces sujets en dehors des périodes électorales locales. Il permet aussi de connaître les sujets locaux avec rapidité et acuité, ce qui permet de partir avec une longueur d'avance sur la concurrence lors des élections locales. De plus, les journaux sont une excellente occasion pour être présent à tous les événements de la ville (culturels, sportifs, associatifs...), d'être au plus près des gens tout en se faisant connaître auprès des personnes influentes au niveau local (professeurs, médecins, pharmaciens, restaurateurs, commerçants de quartier...). Devenir une tête connue et avoir la faveur des personnages locaux influents sont deux bases importantes pour construire une candidature locale ou régionale sur le moyen terme. Enfin, le journal agit comme une matrice pour faire connaître RS aux gens et

L'OUVRIER

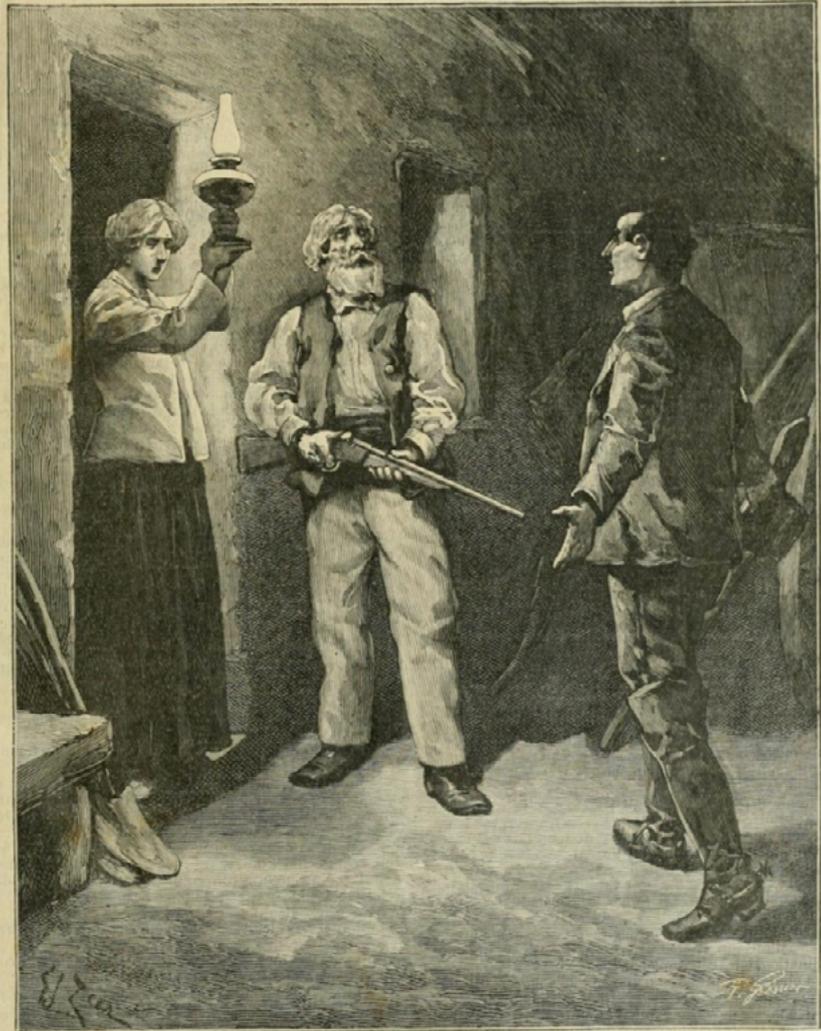
Journal illustré paraissant le Mercredi et le Samedi

ABONNEMENT D'UN AN :
(104 numéros)
France, Algérie et Belgique :
6 francs.

DIRECTION ET ADMINISTRATION :
LIBRAIRIE BLÉRIOT, HENRI GAUTIER, SUCCESSION,
55, quai des Grands-Augustins, Paris.

ABONNEMENT D'UN AN
(104 numéros)
Colonies et Étranger (sauf la
Belgique) : 7 francs.

LES VOLEURS D'OR, PAR GEORGES LE FAURE



— Laissez votre carabine, com Prétorius. C'est moi, (Voir page 19.)

de les y faire adhérer. Il s'agit d'un espace de discussion, d'échange et de partage qui a pour but d'implanter RS hors de ses bastions actuels. Plus tard, les participants et sympathisants de ce journal constitueront une bonne base pour les listes électorales à venir.

Kit militant

Vous trouverez dans le prochain numéro de « La raison du peuple » un kit militant afin de pouvoir créer et faire prospérer un journal local que chaque responsable peut diriger afin de pouvoir petit à petit, peser dans le paysage communal, puis local, et enfin départemental. Pour son fondateur, un journal peut en effet ouvrir la voie à :

- Se faire connaître en vue des élections locales, aussi bien de la population que parmi les personnages importants.
- Constituer un groupe de militants, d'abord pour le journal puis dans le militantisme et les listes électorales.
- Diffuser nos idées sans heurter l'hostilité des gens pour le politique
- Se former aux rencontres, aux débats, et aux problématiques locales

Chaque militant intéressé peut contacter les instances de RS. Il y trouvera un appui et une aide dans son projet.

Agriculture

PHILIPPE EST DANS L'PRÉ...

Philippe Grégoire, éleveur et animateur de la commission Agriculture pour RS, nous a accordé un entretien. Il y évoque les principaux problèmes de l'Agriculture dans notre pays.

Raison du Peuple : Bonjour Philippe, merci de nous recevoir. On entend quelques bruits de fond, d'où viennent-ils ?

Philippe Grégoire : Eh oui, je ne suis pas un militant professionnel ! Je suis éleveur dans le Maine-et-Loire. Ce que la majorité de la population ignore, c'est que le métier d'éleveur c'est quatre-vingt heures de boulot pas semaine, sept jours sur sept. Ce que vous entendez c'est le bruit de la traite de mes vaches pendant que je réponds très volontiers à vos questions ...

RdP : On sait que tu es actif au sein de l'association du Samu Social Agricole. Peux-tu nous en parler ?

PG : Cette association est née en 2000 sous l'impulsion d'un juriste et agriculteur, Guy Seres, et avait pour objet de venir en aide aux agriculteurs en détresse. Elle

a débuté dans le Gers (32) et a rapidement étendu son action à tout le territoire national. Elle est à l'heure actuelle assaillie de coups de téléphone !

RdP : Quel type de détresse ?

PG : Pour cinq pour cent des appels, il s'agit d'une difficulté d'ordre administrative liée à la complexité des déclarations et aux amendes qui s'en suivent. Mais le reste concerne une détresse financière et psychologique des agriculteurs - qui implique souvent l'ensemble de leur famille, dont le patrimoine des parents - et se termine parfois tragiquement. On dénombre plusieurs suicides par jour dans notre profession.

RdP : Quelles sont les causes principales de ces difficultés ?

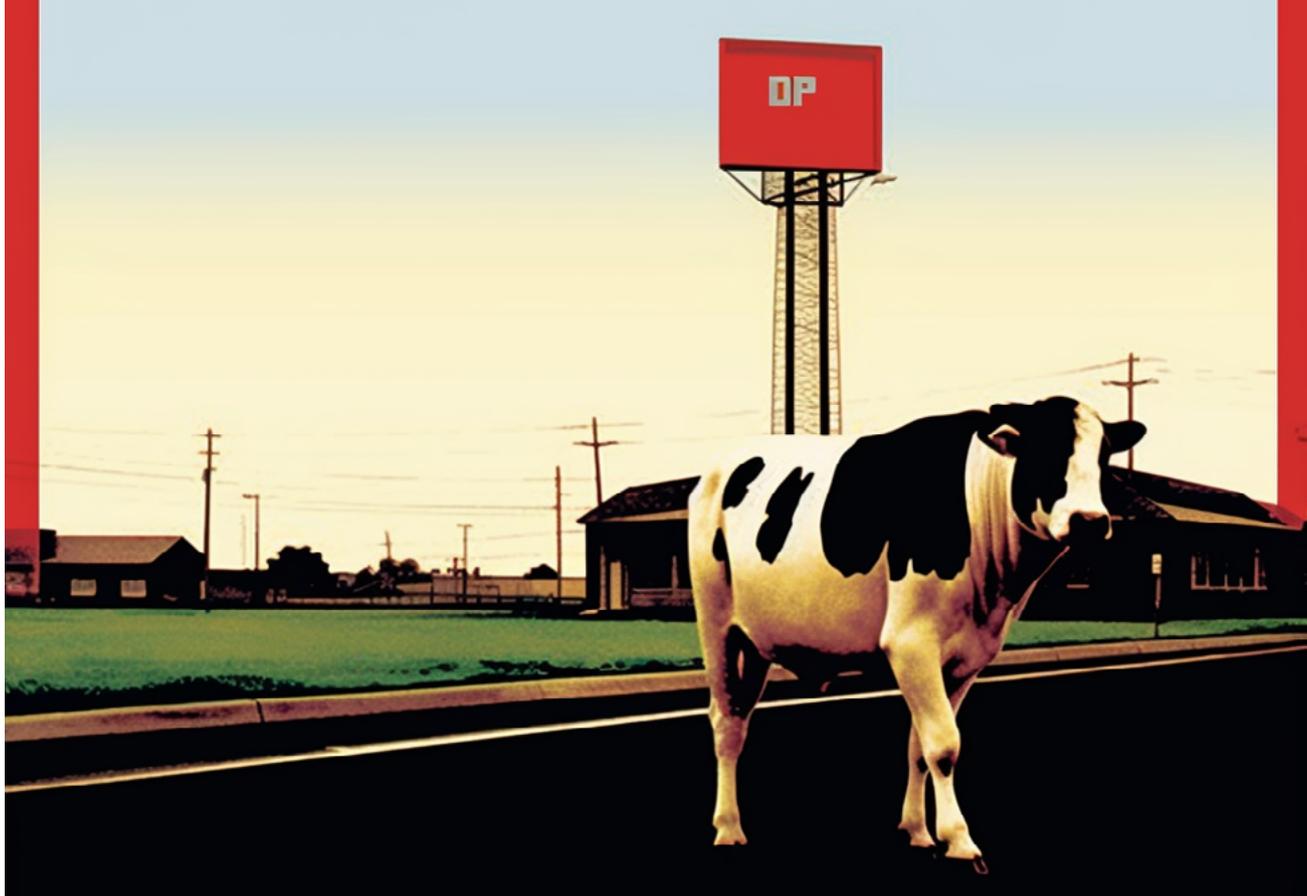
PG : Dépassons ici les cas personnels et essayons d'avoir une



vue d'ensemble des problèmes. Il y a en France environ 380 000 agriculteurs dont la moyenne d'âge est 52 ans et dont l'endettement moyen est de 250 000 euros. Quand on sait que la plupart des grands céréaliers et des viticulteurs sont à l'aise financièrement, on voit que la charge de cette dette qui frappe surtout les petites exploitations et les éleveurs, est énorme.

RdP : Comment en est-on arrivé là ?

PG : Il est évidemment difficile de résumer en quelques mots une situation assez complexe et qui s'inscrit dans une perspective historique. Mais trois facteurs essentiels et concordants sont



à l'origine de cette situation : le choix productiviste fait dans les années 60 par la classe politique, le libre échange et la concurrence imposée par l'UE, et la mainmise de grands opérateurs privés de l'agroalimentaire qui – avec la complicité de fonds d'investissement et de la FNSEA - se gorgent de profits et fixent de façon unilatérale le prix des produits alimentaires. Pour bien mesurer l'ampleur du phénomène, je rappelle ici que l'industrie agroalimentaire pèse à l'échelle mondiale plus de huit mille milliards de dollars et

emploie plus d'un milliard de personnes.

RdP : Peux-tu illustrer avec quelques exemples ?

PG : Oui évidemment. Par exemple, vous êtes une multinationale du lait comme Lactalis ou Sodiaal et vous cherchez des parts de marché à l'export - comme le modèle néolibéral libre échangiste vous y incite vivement – en essayant de vendre des yaourts au Burkina Faso. En toute logique vous allez fixer arti-

ficiellement le prix (départ ferme) du litre de lait à 30 centimes alors que pour la survie de l'éleveur français il faudrait le payer 65 centimes au minimum. Bilan des courses si j'ose dire : un appauvrissement de l'éleveur français qui voit sa dette augmenter –même si elle est légèrement atténuée par une subvention de la PAC - et une mort programmée des producteurs locaux du Burkina qui ne peuvent pas s'aligner sur la concurrence. Par contre les profits de Sodiaal, ca va bien merci ! D'autant que sa structure

coopérative lui permet de ne pas payer l'impôt sur les sociétés ...

RdP : Et dans d'autres secteurs de l'alimentation ?

PG : C'est exactement pareil. Pour les volailles, c'est le groupe LDC (plus de 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires) qui fait sa loi. Pour la viande c'est la multinationale Bigard qui possède la marque Charal et la plupart des abattoirs, pour les veaux ce sont des multinationales de Hollande etc...Le mot d'ordre est invariant : nourrir les gens avec des produits peu chers et de mauvaise qualité en matraquant les agriculteurs. Il faut noter que le modèle français subit la concurrence des autres pays, notamment la Hollande et l'Allemagne, et que la guerre économique est féroce. La conséquence dramatique de cette logique néolibérale, au-delà des détresses individuelles, est la perte de souveraineté alimentaire de notre pays. Nous étions auto-suffisants il y a encore quelques années et nous en sommes maintenant réduits à importer 25% de notre alimentation.

RdP : Que disent les partis politiques sur ces questions ?

PG : La plupart des hommes politiques, tous bords confondus, connaissent mal la problématique

agricole. J'ai personnellement rencontré nombre de décideurs – de François Guillaume à François Hollande en passant par Bruno Lemaire, Stéphane Le Foll etc...- et je me suis aperçu de leur connivence avec les acteurs dominants de la filière et en particulier les membres de la FNSEA que l'on retrouve à la Mutualité Agricole (Assurance Santé des agriculteurs) et au Crédit Agricole (Banque) et dans les grandes coopératives. C'est là que réside le réel pouvoir devant lequel les petits agriculteurs ne pèsent pas lourd...

RdP : Quelles solutions faudrait-il promouvoir ?

PG : Il faudrait stopper cette po-

litique productiviste basée sur a concurrence et qui fait disparaître nos agriculteurs et remettre à l'honneur, en les actualisant, les principes de souveraineté qui ont fondé la Charte de la Havane malheureusement abandonnée en 1948 : l'équilibre de la balance des paiements, la subordination des échanges financiers à l'emploi, et la coopération. Certains pays, comme le Canada, s'y emploient en garantissant un prix minimum aux exploitants. A nous d'imposer en France ce modèle alternatif.

Pour vous informer de façon continue sur la problématique agricole, abonnez-vous à la chaine Youtube de Philippe : « [Philippe est dans l' pré](#) »



Une fédération

GROS PLAN SUR LA FÉDÉRATION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES DE RS

Colin Martet, animateur de la fédération AURA, nous décrit la situation du mouvement dans sa région

Depuis la création du parti, la région AURA est plutôt une région forte au niveau de l'implantation militante. Le territoire a toujours été bien représenté au Secrétariat national. Nous avons également eu trois candidats aux élections législatives en 2022 et avons réalisé d'assez bons scores relativement à la moyenne nationale.

Universités de printemps

Récemment, nous avons hébergé les Universités de printemps, le 6 mai à Lyon. Nous avons accueilli à cette occasion des intellectuels de premier plan, à l'image de Jacques Sapir et David Cayla, venus débattre de la situation économique européenne. Les deux autres prises de parole ont porté sur la laïcité et sur le système de santé, ce dernier thème étant traité par

Frédéric Pierru, notre nouveau responsable de la Commission santé. L'événement a été un vrai succès, avec une salle comble et des participants ravis par les prises de paroles des uns et des autres.

Le lendemain, nous avons pu nous rendre au Salon du made in France, pour quelques discussions avec les entrepreneurs présents, et une séance de tractage sur le thème de la ré-industrialisation.

Difficultés d'implantation en milieu rural

Malgré ces belles réussites, la dynamique militante reste à approfondir et relancer. Si le nombre de militants reste important à Grenoble ou Lyon, c'est plus difficile dans les zones moins urbanisées où les adhérents sont souvent assez isolés. Nous manquons actuellement de responsables locaux dans la quasi-totalité des départements de la région AURA. Alors permettez-moi de conclure

par un appel aux bonnes volontés, la campagne à venir des élections européennes s'annonce exaltante, rejoignez-nous donc dans le combat pour la République souveraine, laïque, écologique et sociale !

Pour tout contact : colin.martet@republique-souveraine.fr



De l'autosuffisance nationale

JOHN MAYNARD KEYNES

Arnaud

Les passions ont toujours fait l'histoire. Le texte de Keynes « De l'autosuffisance nationale » (1) de 1933 le démontre une fois de plus en nous rappelant humblement que nous ne sommes que le théâtre de nos émotions, quitte à souvent perdre le fil de l'Histoire et à la répéter.

« De l'autosuffisance nationale » parle de démondialisation à la suite des conséquences désastreuses d'une vision d'empire qui a mené à la première guerre mondiale. Cet entre-deux guerres est aussi la période chaotique du krach de 1929 dont les analyses de Flandreau Zumer dans « Les origines de la mondialisation financière » (1880-1913) permettent de comprendre les causes : « La théorie pure n'est pas un guide fiable. Les croyances façonnent les pratiques. Les pratiques façonnent les croyances ». Une question se pose donc : la dure réalité n'est-elle pas de nouveau en ce moment en train de toquer à la porte de nos croyances ? On peut le craindre – même si notre période est encore plus complexe à analyser que la précédente – en remarquant qu'à travers l'UE, nous sommes dirigés par des idéologies qui se radicalisent face à leurs échecs. En effet, comment parler de la fin de la domination américaine alors que la

guerre en Ukraine livre aux américains toute l'Europe et peut-être demain la Russie ? Mais revenons au propos développé en quatre points par Keynes pour essayer d'y voir plus clair.

Quatre analyses à méditer

Le premier, dans le contexte international actuel, nous percute brutalement : « L'ouverture internationale n'est pas facteur de paix ». Une forte intrication de l'économie ne permet pas des politiques intérieures fortes et déresponsabilise les acteurs. Pour Keynes, il faut faire en sorte que la finance soit nationale.

Dans la partie « Coûts et avantages du patriotisme économique », Keynes nous dit : « Le capitalisme international et néanmoins individualiste, décadent mais dominant depuis la fin de la guerre, n'est pas une réussite. Il n'est ni intelligent, ni beau, ni juste, ni vertueux, et il ne tient pas ses promesses.

En bref, nous ne l'aimons pas et nous commençons à le mépriser. Mais quand nous nous demandons par quoi le remplacer, nous sommes extrêmement perplexes. » A République Souveraine, nous sommes moins perplexes qu'à cette époque, nous savons que notre chemin doit aller vers une société qui valorise le vivant et préserve la terre. Nous voulons une société écologique et l'œuvre de Keynes nous met sur la voie : pour lui une politique de renforcement de l'autosuffisance nationale ne doit pas être considérée comme un idéal en soi, mais comme le moyen de créer un environnement dans lequel d'autres idéaux pourront être poursuivis commodément et en toute sécurité. Chez Keynes, il est évident que « Nous ne souhaitons donc pas être à la merci de forces mondiales s'efforçant d'instaurer un quelconque équilibre général conforme aux principes idéaux – si l'on peut dire – d'un capita-

lisme du laisser-faire. Il reste des gens qui s'accrochent aux vieilles idées, mais aujourd'hui ils ne représentent une force sérieuse dans aucun pays.» Mais les temps ont bien changé ! Alors que Keynes estimait que l'économie doit être soutenue par le monde politique et notamment en matière de création d'emplois, c'est maintenant l'« ordolibéralisme » qui domine avec la mise en concurrence de tous contre tous dans le « village global » (2). Nos contemporains devraient relire Keynes qui écrivait : « Je me sens donc plus proche de ceux qui souhaitent diminuer l'imbrication des économies nationales que de ceux qui voudraient l'accroître.»

Il enchaîne ensuite sa critique dans un troisième point sur « Les méfaits de la course à la rentabilité financière à tout prix ». Le XIX^e siècle a donné une place extravagante à ce que l'on peut désigner, pour faire court, les « résultats financiers », avec pour conséquence « d'hypothéquer l'avenir ». La bourgeoisie enlaidit tout, elle ne respecte ni la tradition ni ses enfants, en somme elle ne voit qu'à court terme. Très récemment par exemple, la règle de calcul financier a autorisé le saccage de sites bretons datant du néolithique au prétexte qu'ils ne rapportent pas de dividendes !



Enfin Keynes finit avec « Trois écueils à éviter ». Même si à son époque les partisans de l'autosuffisance nationale sont au pouvoir (en Italie, en URSS, en Allemagne), il considère que beaucoup de bêtises ont été commises : bêtise du doctrinaire, la précipitation et l'intolérance et enfin la répression de toute critique éclairée.

Civilisation

En 1938 se tient à Paris le Colloque Walter Lippmann, le début de la refondation du libéralisme. En 1939 la guerre mondiale revient. En 1971, la convertibilité en or du dollar est suspendue. En 2023 tous les ingrédients de la mondialisation sont en place pour déposséder le peuple de ses droits fondamentaux et une nouvelle explosion semble imminente. Elle risque cette fois-ci d'entraîner la civilisation occidentale dans la chute. Car, même si le mot « civilisation » n'a été utilisé que deux fois dans le texte de Keynes, il faudrait le réintroduire dans une analyse actualisée pour comprendre le nouveau clivage qui s'installe. En effet il existe sur ce sujet deux blocs de pensées antagonistes.

- Celui défendu à son époque par Keynes, nous disant qu'il faut être aussi peu soumis que possible à l'influence des changements économiques décidés ailleurs, afin

de pouvoir faire nous-mêmes les expériences que nous souhaitons, pour aller vers la République sociale idéale du futur. C'est aussi le chemin cherché par République Souveraine

- Celui des Young leaders et des organisations supranationales selon lequel l'interaction croissante et les liens économiques entre les pays rendent la guerre impensable. Une vision à la Montesquieu héritier du «doux commerce» dont «L'effet naturel [...] est de porter à la paix»

N'ayant plus d'ennemi depuis la fin de la guerre froide, la mondialisation convulse et avec elle, le principe énoncé par Francis Fukuyama de la victoire des démocraties libérales. Il faut se réveiller ou tout risque d'être emporté. Sortons de visions normatives économiques étriquées puisqu'elles font fi des aspects civilisationnels. Battons-nous pour des principes esthétiques et humanistes.

Notes

1 - Le texte original, «National Self-Sufficiency», a été publié par The Yale Review, vol.22, n 4 (juin 1933), p. 755-769. Merci à The Yale Review et à Blackwell Publishing de nous avoir autorisé à le reproduire ici. Les intertitres sont de la rédaction.

2 - Herbert Marshall McLuhan

EN BREF

Jaures

« Eh bien ! citoyens, dans l'obscurité qui nous environne, dans l'incertitude profonde où nous sommes de ce que sera demain, je ne veux prononcer aucune parole téméraire, j'espère encore malgré tout qu'en raison même de l'énormité du désastre dont nous sommes menacés, à la dernière minute, les gouvernements se ressaisiront et que nous n'aurons pas à frémir d'horreur à la pensée du cataclysme qu'entraînerait aujourd'hui pour les hommes une guerre européenne ».

Ultime discours de Jean Jaurès, à Vaise, 25 juillet 1914 (5 jours avant son assassinat).



Commémoration

QUATRE-VINGTS ANS DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

République Souveraine est fière d'avoir co-organisé, le 27 mai, une commémoration de la première réunion du Conseil National de la Résistance au 48 rue du Four, à Paris, en compagnie des militants gaullistes d'Oser la France.

Dans un esprit de communion au-delà des clivages politiques, nous avons rendu hommage aux héros qui ont risqué et parfois perdu leurs vies pour maintenir une France indépendante, libre et digne. Après une série de prises de parole au square Roger Stéphane, nous avons pris la direction de la rue du Four pour déposer une gerbe en notre nom.

Il est difficile d'imaginer l'ambiance qui devait baigner la confrontation, présidée par Jean Moulin, entre ces dix-neuf personnes au 1^{er} étage de la maison du 48 rue du four ce 27 mai 1943. La moindre indiscretion de l'un d'entre eux signifiait pour les autres la certitude d'une arrestation suivie de torture et de mort comme l'a prouvé la fin tragique de Jean Moulin arrêté moins d'un mois plus tard à Caluire.

Des Jours heureux

Mais ce qui est frappant et appelle de notre part une certaine admiration c'est, dans un tel contexte, la capacité qu'ont eue ces hommes à envisager une construction politique générale valable pour les générations futures qui auraient la chance de vivre dans l'après guerre. Ainsi le texte qu'ils adoptent ce jour là – la matrice des futurs « jours heureux » - ne se résume pas à un plan d'action pour libérer le territoire. Il prévoit en effet de rendre la parole au peuple français, de rétablir les libertés républicaines dans un Etat garant de justice sociale qui aura le sens de la grandeur et de travailler avec les alliés à une nouvelle coopération internationale dans un monde où la France aura regagné son prestige.

Il serait légitime de remarquer



que la période actuelle présente des analogies troublantes avec des périodes sombres de notre histoire. Aussi faut-il, pour ne pas sombrer dans le pessimisme, laisser la parole à Jaurès qui écrivait « Il y a en France sur les problèmes vitaux, une inertie de la pensée qui nous expose à toutes les surprises jusqu'au jour où se produisent ces réveils qui viennent heureusement quoique à de trop longs intervalles, sauver notre pays »

Cinéma

UN DISCOURS... ET DES ACTES

« Heureuse de voir la Palme d'or décernée à Justine Triet [...] ! Mais estomaquée par son discours si injuste. Ce film n'aurait pu voir le jour sans notre modèle français de financement du cinéma [...] ». Voilà la réaction de notre Ministre de la Culture, Rima Abdul Malak, au discours pourtant factuel de Justine Triet, reprise par toute la Macronie, certains parlant même « d'ingratitude ». Qu'en est-il exactement ?

L'argumentaire de la ministre et de ses séides n'est pas seulement malhonnête (assénant cette fake-news sans cesse démentie que le cinéma français serait financé « par nos impôts »), il est surtout inepte : au prétexte qu'ils reçoivent effectivement des subventions publiques, ils n'auraient pas le droit de se plaindre de la politique culturelle du gouvernement, y compris si elle met justement en péril le modèle qui les fait vivre ?

Ce discours est symptomatique de la vision qu'ont les néo-libéraux autoritaires de l'art et de ceux qui travaillent dans le milieu culturel. Pour eux, ce sont des saltimbanques que l'on paye au chapeau, et qui devraient être remplis de gratitude envers leurs mécènes. L'exemple le plus récent ? Le sabrage par

le Conseil de la Région Auvergne Rhône-Alpes et son président Laurent Wauquiez des subventions du festival de Court-Métrage de Clermont Ferrand, passées de 210 000 euros à 100 000 euros, avec la complicité des élus d'extrême droite. Boris Bouchet, conseiller régional d'opposition, parle de censure, après que la politique culturelle du président de région ait été critiquée à la précédente édition du festival. L'élu LR a d'ailleurs récidivé en supprimant purement et simplement la subvention du Théâtre Nouvelle Génération à Lyon, après que le directeur du théâtre a critiqué sa politique régionale. Il faut rappeler qu'un Festival aussi important que celui de Clermont Ferrand (160 000 spectateurs en 2023), ce sont des centaines d'emplois, mais également des revenus importants pour les hô-

teliers, restaurateurs et commerçants de la région, qui accueillent les visiteurs.

Une dérive inquiétante

Cette dérive autoritaire est inquiétante, car elle s'attaque à l'exception culturelle française, parfait exemple des bienfaits du protectionnisme, fréquemment critiquée par les investisseurs étrangers qui supportent mal qu'un pays soutienne ses propres créateurs. Rappelons, à l'occasion du décès de Silvio Berlusconi, que ce dernier a méthodiquement déconstruit le système de financement public du cinéma italien afin de favoriser les investissements étrangers et de faire taire les critiques de ce milieu - qu'il traitait de « ramassis de gauchistes » - à son encontre. Malgré quelques coproductions de prestige dans les années 80 et 90, ce fut un



échec, et le cinéma italien est aujourd'hui une ruine, alors que la France combine une production locale soutenue, des coproductions européennes et internationales, et que ses artisans (animateurs, techniciens des effets spéciaux, etc...) sont convoités par les plus gros studios (Disney et DC Comics entre autres).

Si vous souhaitez défendre cette exception culturelle, et aider à l'élaboration d'un programme de Souverainisme culturel, manifestez-vous à cette adresse : ethan.gary@republique-souveraine.fr, afin d'intégrer la Commission Culture. Vous y serez les bienvenus !

EN BREF

Dettes

Thomas Sankara fut l'un des premiers à les dénoncer les mécanismes d'asservissement et de domination liés à la dette. Lors de sa conférence d'Addis Abéba du 29 juillet 1987, il y parlait de répudiation de la dette (défaut sur toute ou partie de cette dette), laquelle, avec l'audit de la dette qui en est le préalable, est ce qui fait le plus trembler les oligarchies et le système financier.

[DISCOURS SUR LA DETTE AU SOMMET D'ADDIS ABEBA du 29 juillet 1987 \(moins de 3 mois avant son assassinat\)](#)



Evénement

TOUS À NÎMES LES 23 ET 24 SEPTEMBRE 2023 !

Rejoignez les « Rencontres de la souveraineté » à Nîmes, l'événement incontournable de l'année 2023 pour tous les défenseurs de la souveraineté et de la justice sociale !

Organisé par République souveraine et Oser la France, cet événement sera l'Agora de tous ceux qui, au-delà des clivages politiques traditionnels, ont pris conscience de l'urgence de reprendre en main notre destinée nationale. Ensemble, nous affronterons l'UE supranationale et travaillerons à l'établissement d'une Europe des nations indépendantes, souveraines et véritablement au service de leurs peuples.

De nombreux mouvements se sont déjà manifestés pour participer à nos travaux. Rejoignez-les et vivez un moment de militantisme, d'apprentissage lors de nos plénières et tables rondes, d'échange et de débat. Ce sera également l'occasion de célébrer ensemble notre République lors d'un banquet républicain, dans une ambiance festive.

Nous avons réservé des places à prix réduit pour nos adhérents à jour de cotisation, afin de permettre au plus grand nombre de participer activement à cet événement historique. Chaque adhérent pourra bénéficier d'au maximum deux billets.

Le prix comprend, outre l'accès à plusieurs tables-rondes et plénières, deux petits déjeuners, un buffet le midi et un apéritif festif le soir.

Informations pratiques

Les rencontres auront lieu au Novotel Atria, situé au 5 boulevard de Prague, en plein cœur de Nîmes, à proximité immédiate de la gare SNCF Nîmes-Centre (Nîmes Pont du Gard est un peu plus éloignée). Il s'agit d'une salle de conférence avec un auditorium, plusieurs salles de commission et une vaste salle pour les pauses et les buffets (inclus dans le tarif).

Nous vous encourageons à réserver dès maintenant vos billets de transport, pour profiter des meilleurs prix, ainsi que vos hébergements. Nîmes offre un large éventail d'options d'hébergement.

Étant donné que les travaux débutent le samedi 23 septembre à 9h30, nous vous recommandons de passer la nuit à Nîmes dès le vendredi soir afin de prendre un bon petit-déjeuner à 8h30 (un bar sera privatisé le vendredi soir pour ceux qui souhaitent commencer les festivités en avance, le lieu du rendez-vous vous sera communiqué par courriel, ultérieurement). Les rencontres se clôtureront le dimanche 24 septembre à 13h00.

On joue collectif...

Pour ceux qui souhaitent mutualiser leurs recherches afin de réduire les coûts et organiser leurs dépenses pour ce week-end,

LES RENCONTRES DE LA SOUVERAINETÉ

NÎMES 23-24 SEPT 2023

VIVE L'EUROPE DES NATIONS !

GEORGES KUZMANOVIC & JULIEN AUBERT



République Souveraine
Sociale, laïque et écologique

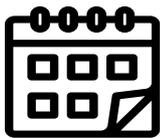
RENCONTRES-SOUVERAINETÉ.FR



nous encourageons le collectif !
Contactez vos camarades les plus
proches et formez des groupes
organisés.

Vous pouvez aussi nous solliciter sur :
contact@republique-souveraine.fr
**Nous lançons un appel aux bé-
névoles !** Si vous souhaitez ap-
porter votre aide à l'organisation

en amont, mais aussi pendant
l'événement (et pourquoi pas la
veille), n'hésitez pas à vous mani-
fester à cette même adresse.

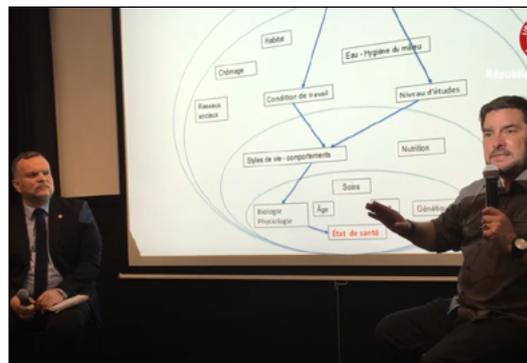


Réservez dès maintenant les 23 et 24 septembre 2023

pour prolonger votre été à Nîmes ! Venez vivre un moment que nous espérons historique !
Le programme complet ainsi que toutes les informations pratiques seront bientôt
disponibles en ligne sur le site <http://rpsv.fr/universites-dete-2023> (disponible dès le 03 juillet)



> 80^{ème} Anniversaire du Conseil National de la Résistance



> Sauver le modèle de santé français



> Vers un nouveau CNR ?



> Le communautarisme en France



Lettre éditée par République souveraine_Juin 2023

Responsable de publication : Patrice Hemet

Rédacteurs : Colin, Philippe, Arnaud, Yoan, Bruno, Ethan.

Nous écrire : République souveraine - 9 rue de l'Eglise - 75015 Paris

Courriel : contact@republique-souveraine.fr

Sauf mention contraire, tous les textes de cette publication qui ne sont pas signés sont protégés par la licence Creative Commons, ce qui signifie que vous êtes libres de reproduire, diffuser et communiquer cette création au public. Les textes signés sont la propriété de leurs auteurs respectifs. Toutes les photos sont libres de droits sauf celles qui sont créditées au nom de leurs auteurs. Les Logo RS, République souveraine, les jours heureux, reprendre le contrôle sont la propriété de République souveraine. Les logos des médias et marques présentes sur le site sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.